



## Droits des usagers du sanitaire et médico-social : mieux les comprendre pour les intégrer dans ses pratiques professionnelles

*Quinze ans après la loi Kouchner, les rapports officiels et les sondages continuent de souligner que les droits des patients et des résidents restent connus de façon empirique par les usagers et les professionnels. Le cadre a donc un rôle à jouer pour favoriser la compréhension par les professionnels des droits des personnes prises en soins et à l'intégration de ces droits dans les pratiques soignantes.*

*De plus, les professionnels sont souvent démunis lorsqu'ils sont confrontés à des conflits de droits et/ou valeurs, notamment entre assurer la sécurité des personnes et respecter leurs libertés, se taire ou révéler des informations confidentielles. Aussi, le cadre peut-il favoriser une approche réflexive sur les pratiques telle que le préconise la Haute Autorité en Santé pour gérer ces situations paradoxales en conciliant sécurisation des pratiques et respect des droits des usagers ?*

### 1 JOUR

#### Date

A définir avec le client en 2018

#### Public

Professionnels de santé

#### Intervenant

Juriste en droit de la santé

#### Techniques pédagogiques

Apports théoriques  
synthétiques appuyés par  
diaporama

*Cas concrets, analyse de situations réelles et de jurisprudence pour non-juristes*

*Jeu pédagogique de découverte des droits*

### Objectifs pédagogiques et contenu

#### Comprendre l'évolution des droits des usagers et les enjeux à l'effectivité de ces droits

- ✗ Constat de méconnaissance des droits des usagers du sanitaire et médico-social
- ✗ L'évolution récente des droits des usagers en lien avec l'éthique
- ✗ Les enjeux de l'effectivité des droits des patients et des résidents

#### Contribuer à délivrer une information de qualité à l'utilisateur et en assurer sa traçabilité

- ✗ L'information de l'utilisateur, un droit emblématique plus que jamais d'actualité
- ✗ Enjeux et information à tous les temps de la relation « professionnel-utilisateur »
- ✗ Qualités et large objet de l'information : du droit aux bonnes pratiques
- ✗ La preuve de l'information à rapporter par le professionnel et l'établissement

#### Rendre l'utilisateur acteur de sa prise en charge en recherchant son consentement et en respectant ses volontés notamment en fin de vie

- ✗ Principe et exception au consentement libre et éclairé de l'utilisateur et respect de ses volontés
- ✗ Des enjeux fondamentaux humanistes et juridiques
- ✗ Le consentement en pratique à tous les temps de la prise en charge – Le refus de soin
- ✗ Fin de vie et soins déraisonnables : recherche et respect des volontés de la personne

#### Situer la place et les pouvoirs des tiers face aux droits de l'utilisateur

- ✗ Quels statuts pour les tiers auprès de l'utilisateur ? : les représentants légaux du mineur et du majeur et leurs pouvoirs, le statut particulier et méconnu de la personne de confiance en sanitaire et médico-social, la famille dans sa diversité et son rôle d'aidant naturel, les ayant-droits après le décès de la personne
- ✗ Quels rôles et limites pour ces tiers en matière d'information et de consentement ? L'autonomie décisionnelle du mineur et du majeur protégé- Secret professionnel et échanges d'informations avec les tiers ou les concernant